



Un premier mai de lutte pour la paix et la liberté, nos revendications et nos droits sociaux !

LIBERTES

Le premier mai, cette journée internationale de revendications des travailleuses et travailleurs, porte partout dans le monde nos exigences de paix, de liberté, et de fraternité entre les peuples. Pourtant, les mesures liberticides se renforcent sur toute la planète, y compris en France avec la loi sécurité globale qui accroît la surveillance des manifestations et remet en cause la liberté de la presse.

Nous demandons l'abrogation de cette loi, des décrets sur le fichage et de l'état d'urgence utilisé pour multiplier les entraves, voire la répression, à l'encontre des militants syndicaux et de l'action revendicative en France comme dans le monde entier.

EMPLOI

Le gouvernement finance un plan de relance de dizaines de milliards d'euros, sans contrepartie. Les dividendes des grands groupes sont préservés mais les licenciements continuent et les plus précaires - intérimaires, chômeurs, intermittents - sont les premiers à payer les pots cassés.

Nous exigeons l'arrêt des licenciements et l'abrogation de la contre réforme de l'assurance chômage qui réduit les droits des demandeurs d'emplois, la titularisation des précaires de la Fonction Publique, tout comme la réouverture de tous les lieux de culture avec un plan d'aide au secteur.

SALAIRE ET POUVOIR D'ACHAT

Depuis longtemps les salaires stagnent alors que le coût de la vie augmente. Le développement du chômage et de l'activité partielle impactent durement le budget des salariés.

Nous réclamons une augmentation des salaires, du smic, des grilles salariales et du point d'indice, des retraites, pensions et allocations tout comme le maintien à 100% des salaires pour l'activité partielle.

SANTE ET SECURITE SOCIALE

Les décès de la pandémie sont d'abord dus aux mesures des gouvernements successifs délitant l'hôpital public : **il faut immédiatement rouvrir des lits hospitaliers et de réanimation, recruter et former du personnel, améliorer les conditions de travail et obtenir les 183€ par mois pour tous les exclus du Ségur.** De même, il est inacceptable que la pénurie de vaccins soit organisée partout dans le monde pour permettre des profits de l'industrie pharmaceutique, propriétaire des brevets.

Toutes celles et ceux qui le souhaitent doivent pouvoir être vaccinés tout de suite et gratuitement et nous continuerons à défendre la sécurité sociale de 1945 financée par les cotisations.

RETRAITES

Alors que le chômage flambe, le gouvernement explique en permanence qu'on devrait travailler plus longtemps pour financer la crise.

La contre réforme des retraites est toujours sur la table : nous en exigeons le retrait.

SERVICES PUBLICS

Le démantèlement des services publics se poursuit alors qu'ils ont été essentiels pendant la crise du covid. Les agents dévoués et les usagers éprouvés ne doivent pas en être victimes.

Nous défendons le maintien et la réouverture des services publics de proximité : gares, bureaux de poste, trésoreries, crèches... une énergie 100 % publique à bas coût, l'abandon de la contre-réforme de la Fonction Publique et le recrutement immédiat de tous les enseignants nécessaires pour maintenir les classes ouvertes ainsi que les personnels nécessaires au fonctionnement de tous les services publics.

**Samedi 1^{er} Mai
Rassemblement 11 H Rue Jean-Fieyre – BRIVE
11 H Place Jean Tavé - TULLE**